



Conseil économique
et social

Distr. GÉNÉRALE

E/CN.7/1997/4/Add.3
11 mars 1997

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES STUPÉFIANTS

Quarantième session

Vienne, 18-27 mars 1997

Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

TRAFIC ET OFFRE ILLICITES DE DROGUES, Y COMPRIS LES RAPPORTS
DES ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA COMMISSION

Situation mondiale en matière de trafic illicite des drogues

Rapport du Secrétariat

Additif

ÉLIMINATION DE LA PAUVRETÉ

1. Lors du débat consacré aux questions de coordination, le Conseil économique et social a approuvé ses conclusions adoptées d'un commun accord 1996/1, sur la coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté. Le Président du Conseil, par une lettre datée du 5 septembre 1996 (voir à l'annexe), en a fait tenir le texte au Président de la Commission des stupéfiants à sa trente-neuvième session. Le Président du Conseil notait que le Conseil s'était penché sur le rôle que la Commission pouvait jouer à cet égard en raison, d'une part, de l'étroite corrélation qui existait entre la pauvreté et certains problèmes liés aux drogues et, de l'autre, du fait que le Sommet mondial pour le développement social, qui s'était tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995, avait adopté des recommandations en matière de drogues. Le Président du Conseil a en particulier appelé l'attention du Président de la Commission sur le paragraphe 48 des conclusions.

2. Le paragraphe 48 des conclusions se lit comme suit :

“La Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devraient fournir des contributions pertinentes à la Commission du développement social afin de l'aider à examiner, comme elle devrait le faire en 1998, certaines questions relatives à la pauvreté, notamment l'intégration sociale et la participation de tous, et appuyer, le cas échéant, les travaux d'autres commissions techniques compétentes.”

*E/CN.7/1997/1.

3. Le Président du Conseil a également appelé l'attention du Président de la Commission sur les paragraphes 36 et 37 des conclusions, dont le texte suit :

“36. Le Conseil économique et social est l'instance intergouvernementale centrale pour la coordination d'activités intégrées et globales de lutte contre la pauvreté dans le système des Nations Unies. Il lui faudra s'attacher à définir des directives détaillées et à coordonner les travaux des autres organes pour que la lutte contre la pauvreté procède d'une approche multidimensionnelle, intégrée et soucieuse d'équité entre les hommes et les femmes, comme le prévoient notamment le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social et celui de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi que la résolution 50/227 de l'Assemblée générale. De même, lorsqu'il étudiera les aspects intersectoriels communs des grandes conférences, et qu'il procédera à un examen global de la mise en œuvre du programme d'action issu d'une grande conférence, le Conseil aura à donner la priorité voulue à la lutte contre la pauvreté.

37. Le Conseil procédera, à une date à déterminer, à un examen d'ensemble du thème de l'élimination de la pauvreté, en vue de concourir à l'examen des résultats du Sommet mondial pour le développement social. Conformément à leurs programmes de travail respectifs, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil, les commissions techniques compétentes devraient élaborer en 1999-2000 des apports techniques précis en vue de l'examen d'ensemble de l'élimination de la pauvreté auquel doit procéder le Conseil.”

4. Le Secrétaire général a été prié de faire rapport au Conseil, à sa session de 1997, sur l'application de ses conclusions. Ce rapport devra en particulier exposer toutes les mesures que la Commission aura prises pour donner suite aux conclusions.
5. La Commission pourrait donc préciser les mesures qu'elle entend prendre pour donner suite aux conclusions dans les domaines qui relèvent de sa compétence.
6. Afin de faciliter les débats, l'intégralité du texte des conclusions est communiqué à la Commission, dans les différentes langues officielles de l'Organisation, sous la forme d'un document de séance (E/CN.7/1997/CRP.11).

Annexe

LETTRE DATÉE DU 5 SEPTEMBRE 1996, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES STUPÉFIANTS À SA TRENTE-NEUVIÈME SESSION PAR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des conclusions adoptées d'un commun accord par le Conseil économique et social lors du débat qu'il a consacré, en 1996, à la coordination des activités menées par les organismes des Nations Unies pour éliminer la pauvreté.

Ainsi qu'il ressort de la section III des conclusions, le Conseil a, à cette occasion, pris un certain nombre de mesures qui ont pour objet d'harmoniser l'étude, par les organes intergouvernementaux, de l'élimination de la pauvreté, et de faire en sorte que lui-même et ses commissions techniques abordent de manière complémentaire les différentes dimensions de la pauvreté, tout en tenant compte de l'action des autres instances compétentes, en particulier des organes directeurs des institutions spécialisées.

Le Conseil est parvenu à la conclusion que ses commissions techniques devraient axer leurs travaux sur la corrélation entre, d'une part, les domaines qui relèvent de leur compétence et, de l'autre, l'élimination de la pauvreté. Il a indiqué comment ces commissions devraient aborder les points communs aux grandes conférences en matière d'élimination de la pauvreté. Il a invité les commissions à tirer parti des travaux d'autres instances sur des sujets qui ne relèvent pas de leur compétence fondamentale et, dans certains cas, à contribuer aux travaux les unes des autres.

En raison de l'étroite corrélation qui existe entre la pauvreté et certains problèmes liés aux drogues et du fait que le Sommet mondial pour le développement social a adopté des recommandations en matière de drogues, le Conseil s'est penché sur le rôle que la Commission des stupéfiants pourrait jouer dans l'élimination de la pauvreté. Permettez-moi en particulier d'appeler votre attention sur le paragraphe 48 des conclusions, qui traite de cet aspect et de la manière dont la Commission pourrait contribuer à l'action que mènent d'autres commissions techniques en vue de lutter contre la pauvreté et de régler les grands problèmes sociaux qui lui sont apparentés.

Par ailleurs, le Conseil a décidé d'examiner le thème de l'élimination de la pauvreté en vue de concourir à l'examen des résultats du Sommet mondial pour le développement social, en se fondant notamment sur les apports que lui fourniront ses commissions techniques (voir les paragraphes 36 et 37 des conclusions). Les dates de cet examen sont à déterminer.

Certaines des recommandations formulées à la section I (Appui coordonné des Nations Unies aux activités d'élimination de la pauvreté menées sur le terrain et ressources disponibles à cette fin) et à la section II (Intégration d'une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les activités menées par le système des Nations Unies dans le domaine de l'élimination de la pauvreté) des conclusions sont pertinentes au regard des travaux de la Commission des stupéfiants.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir appeler l'attention de la Commission sur ces conclusions et suis convaincu que celle-ci tiendra compte, dans ses travaux, des directives du Conseil.

Le Secrétaire général ayant été prié de faire rapport au Conseil, à sa prochaine session, sur l'application des conclusions, je vous saurais gré de lui communiquer, avant ladite session, des renseignements sur les mesures que vous aurez prises à cet effet.

Je vous souhaite plein succès dans les préparatifs de la prochaine session de la Commission et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Jean-Marie Kacou Gervais